



POUR LA DEFENSE DU SERVICE PUBLIC,
DE L'EMPLOI, DES SALAIRES
ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

GRÈVE NATIONALE

Mardi 24 novembre

***Le service public d'éducation asphyxié,
de la maternelle à l'université.
Partout, nos missions et conditions
de travail sont sacrifiées !***

Le projet de budget 2010 débattu actuellement au Parlement prévoit 30.000 suppressions de postes de fonctionnaires d'Etat dont 16.000 dans l'éducation. Depuis 2003, ce sont près de 50.000 postes qui ont été supprimés dans les services administratifs, les EPLE, l'enseignement supérieur...

La filière administrative est particulièrement visée par ces suppressions. **Le gouvernement prévoit en effet une diminution de près de 900 emplois d'administratifs** des services centraux et déconcentrés : 600 suppressions franches et environ 300 emplois redéployés vers le programme "vie de l'élève" (postes non administratifs).

Dans l'enseignement supérieur, si la mobilisation du premier semestre 2009 a permis d'empêcher les suppressions d'emplois de BIATOSS dans le budget 2010, aucune création n'est envisagée alors que tout le monde reconnaît le sous encadrement général et plus particulièrement en personnels administratifs, techniques et des bibliothèques. Cette situation est aggravée par les nouvelles missions qui incombent aux établissements dans le cadre des responsabilités et compétence élargie (RCE).

Au ministère de la culture, aucun souci de promouvoir une politique culturelle réfléchie et améliorée, mais seulement la volonté de réduire l'emploi public à travers la mise en oeuvre de la RGPP.

Partout, nos conditions de travail sont sacrifiées. Les réorganisations de services succèdent aux réformes de structures notamment pour adapter les missions aux suppressions de postes (démantèlement du Service des Pensions de La Baule, reconcentrations académiques, regroupements comptables...).

Et tout cela dans un contexte de salaires scandaleusement bas, où les débuts de carrières se confondent avec le SMIC, sans perspectives réelles d'évolution rapide. Pire, avec les nouveaux dispositifs indemnitaires comme la Prime de fonctions et de résultats (PFR), le salaire "au mérite" se généralise et l'individualisation des carrières devient la pierre angulaire de la gestion des ressources humaines (cf la réforme de l'évaluation).

***CELA N'EST PAS ACCEPTABLE !
NE LAISSONS PAS FAIRE !***

**Le 24 novembre, toutes et tous dans l'action,
pour nos revendications**

EXIGEONS :

- l'arrêt des suppressions de postes et le rétablissement des postes supprimés : **NON aux 900 suppressions de postes administratifs !**

- des créations de postes nécessaires au fonctionnement des services et des établissements de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de la culture, notamment pour résorber la précarité

- l'arrêt des réorganisations-destructives de services servant à dégager des marges pour supprimer les emplois, **NON à la RGPP et à la Loi de mobilité**

- l'augmentation générale des salaires, 300 euros d'augmentation (en points d'indice) pour tous, pas de salaires inférieurs à 1.600 euros nets

- la requalification générale des emplois à la hauteur des missions exercées et des compétences acquises

- la revalorisation des indemnités avant l'intégration dans le salaire. **NON au salaire au mérite, NON à la PFR, NON à la modulation indemnitaire, OUI à un salaire décent pour vivre dignement !**

- l'arrêt de la dégradation généralisée des conditions de travail et du développement du stress au travail comme conséquence des désorganisations, fusions, mutualisations, regroupements, suppressions de services...

**Syndicat national de l'administration scolaire
universitaire et des bibliothèques - FSU**

104, Rue Romain Rolland - 93260 LES LILAS
Téléphone : 01.41.63.27.51 - Fax : 01.41.63.15.48
Courriel : snasub.fsu@snasub.fr

Renforcez l'action syndicale,
adhérez au SNASUB-FSU :

**rendez-vous sur
www.snasub.fr**